

Alternatives Economiques

www.alternatives-economiques.fr



NUMERO 272 BIS ■ SEPTEMBRE 2008 ■ 2€

AU SUD, PLUS DUR EST LE CHOC **page 4** DES PRIX AGRICOLES DE PLUS EN PLUS VOLATILS **page 5**
LE MONDE PEUT-IL NOURRIR LE MONDE ? **page 7** PRODUITS LAITIERS : À QUI PROFITE LA HAUSSE ? **page 11**

Le monde a faim nos choix sont vitaux



L'autre regard sur l'économie et la société

CHAQUE MOIS, ALTERNATIVES ECONOMIQUES C'EST :

- > Le suivi complet de l'actualité économique et sociale en France, en Europe et au niveau international
- > Des enquêtes et des entretiens pour vous informer de tout ce qui bouge, sans oublier pour autant ce qui ne change pas, ou pas assez vite
- > Des synthèses rédigées par les meilleurs spécialistes, afin de faire le tour des questions qui font débat
- > Un éclairage unique sur toutes les alternatives qui contribuent à rendre le monde plus juste



**ABONNEZ-VOUS
POUR 4,08 € PAR MOIS
sur www.alternatives-economiques.fr**

ALTERNATIVES ECONOMIQUES C'EST AUSSI

4 hors-série par an qui font le point sur des questions d'actualité ou qui proposent des synthèses indispensables : *L'emploi, La finance, L'état de l'économie, L'économie de marché...*
Prochaines parutions : *Les chiffres de l'économie 2009* (oct 2008), *L'entreprise* (déc. 2008)...

Bulletin d'abonnement

Oui, je m'abonne à Alternatives Economiques pour un an (11 numéros + 4 hors-série)

Je m'abonne au tarif particulier de **49 € seulement** au lieu de 66,90 € (prix au numéro), soit plus de 28 % de réduction.

Avec mon abonnement, j'accède gratuitement aux ressources en ligne sur www.alternatives-economiques.fr

➔ **Ci-joint mon règlement** par chèque bancaire ou CCP à l'ordre d'Alternatives Economiques

A retourner
avec ce bon de commande à :
Alternatives Economiques
Abonnements,
12 rue du Cap Vert
21800 Quétigny

Abonnez-vous directement
par téléphone au 03 80 48 10 40
(carte bancaire uniquement)
ou en ligne sur
www.alternatives-economiques.fr
(paiement sécurisé)

AP272B

Nom _____

Prénom _____

Courriel _____ @ _____

Adresse _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Fondateur, conseiller de la rédaction : Denis Clerc

RÉDACTION : 28 rue du Sentier 75002 Paris
Tél. 01 44 88 28 90

Courriel : redaction@alternatives-economiques.fr
Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 44 88 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

Directeur de la rédaction : Philippe Frémeaux (28 90)

Rédacteur en chef : Guillaume Duval (28 92)

Rédacteurs en chef adjoints : Sandra Moatti (95 36),
Christian Chavagneux (27 38)

Secrétaire général de la rédaction : Daniel Salles (28 98)

Macroéconomie : Christian Chavagneux, Sandra Moatti

Entreprise : Marc Chevaller (27 39), Pascal Canfin (95 39)

Société : Louis Maurin, chef de service (28 94),
Nairi Nahapétian (23 85).

Travail, social : Camille Dorival, Laurent Jeanneau (95 38)

International : Antoine de Ravignan (95 92)

Histoire : Gérard Vindt **Livres :** Christian Chavagneux

Multimédia : Bruno Lapeyssonnie

Agir, agenda, association des lecteurs :

Claire Alet-Ringenbach (23 86)

Secrétariat de rédaction, iconographie :

Martine Dortée (27 37), Nathalie Zemmour-Khors (28 96),
Charlotte Chartant (95 37)

Ont également participé à ce numéro : Laurence Estival,
Jean-Louis Vielajus

Relations extérieures : Véronique Orlandi (28 90)

Comité d'orientation : Jean-Joseph Boillot, Philippe Bonzom,
Jean-Pierre Chanteau, Christian Dufour, Christophe Fourel,
Jean-Paul Hébert, Daniel Lenoir, Bruno Magliulo, Jacques Maire,
Dominique Méda, Bernard Pecqueur, Jean Pisani-Ferry,
Dominique Pihon, Hugues Sibille, Pierre Volovitch

Rédaction Web : Wojtek Kalinowski

Développement Web : Romain Dortier

DIFFUSION, PROMOTION, PUBLICITÉ

28, rue du Sentier, 75002 Paris tél. 01 44 88 28 90

Directeur du développement : Pascal Canfin (95 39)

Directrice commerciale : Hélène Reithler (27 33)

Chargée de promotion diffusion : Aïssata Seck (28 97),

Publicité, directeur de clientèle : Jérémie Martinet (27 34)

Chef de publicité : Nicolas Chabret (27 35)

ABONNEMENTS, FABRICATION

12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Tél. 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34

Abonnements : Delphine Dorey (chef de service),
Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

Responsable marketing : Alban Roussel

Assistante marketing : Marianne Thibaut

Directeur administratif et financier : François Colas

Comptabilité : Zineb Hemairia, Odile Villard

Rédactrices/graphistes : Julie Brignonon, Odile Al Daghistani,
Isabelle Alexandre, Christine Martin

Conception graphique : Rampazzo.com (Paris)

Photo couverture : William Dupuy - Pictoretank

Imprimerie : SPEI, Nancy

Édité par Scop-SA Alternatives Economiques.

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs
d'Alternatives Economiques.

Directeur de la publication : Philippe Frémeaux

CPPAP 0309 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépot légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes,
infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à
l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction.
Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre
français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,
tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,
l'Association Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs
d'Alternatives Economiques.

Directeur de la publication : Philippe Frémeaux

CPPAP 0309 | 84446 - ISSN 0247-3739

Dépot légal à parution

Imprimé en France/Printed in France

Retrouver la raison

L'année 2008 restera marquée par la hausse brutale des prix agricoles mondiaux, provoquant de violentes émeutes à Dakar, à Port-au-Prince ou à Douala. Devoir dépenser plus des trois quarts de son revenu pour mal se nourrir rend la situation intenable pour des millions d'urbains pauvres. Cette crise alimentaire n'est pas nouvelle. Elle s'ajoute à celle qui touche depuis plus de dix ans 600 millions de ruraux sous-alimentés. Mais la faim en ville est plus visible et les émeutiers n'ont que quelques rues à parcourir pour se rapprocher dangereusement des lieux du pouvoir. La souffrance rurale dure depuis des

décennies, mais elle s'entend moins depuis les palais présidentiels et représente un moindre risque pour les gouvernants.

Durant plus de vingt ans, les institutions internationales ont clamé leur *credo* de libéralisation des marchés agricoles comme la meilleure façon de nourrir le monde. Des voix se sont élevées pour critiquer cette doctrine dominante, dont celle du Comité français pour la solidarité internationale. Nous en avons montré l'effet catastrophique sur les agricultures du Sud appauvries et désertées. Nous avons pointé les risques de dépendance des pays pauvres vis-à-vis du prix des produits alimentaires importés. La crise alimentaire qui s'est déclenchée en 2008 n'est pas fortuite. Elle démontre la permanence du problème de la pauvreté. Elle se nourrit de plus de vingt années d'erreurs, comme la Banque mondiale elle-même l'a reconnu. La hausse des prix enregistrée en 2008 est pour partie conjoncturelle et pour partie structurelle. Dans tous

les cas, elle nous fait entrer dans une période critique de volatilité des prix, où la seule logique du marché n'est plus à même d'assurer l'accès de tous à une alimentation adéquate, comme le voudrait le respect du droit à l'alimentation.

Cette crise, au-delà de ses aspects douloureux et inacceptables, devrait au moins avoir une conséquence



“ Il faut développer, dans chaque pays, les capacités locales de l'agriculture pour répondre le mieux possible aux besoins alimentaires ”

positive : celle de pousser les organisations internationales et les gouvernements du Nord et du Sud à revenir à la raison. C'est-à-dire développer, dans chaque pays, les capacités locales de l'agriculture pour répondre le mieux possible aux besoins alimentaires : une agriculture familiale modernisée, pourvoyeuse d'emplois et de revenus ruraux, apte à approvisionner les villes à un prix supportable pour les consommateurs urbains pauvres. Ce qui implique de développer les aménagements agricoles, rendre plus accessibles les intrants et le crédit, relancer la formation en milieu rural, construire des routes, etc. Vaste programme pour lequel l'aide publique au développement doit accorder une priorité sans faille et vis-à-vis duquel la société civile organisée, au Nord et au Sud, devra se mobiliser. ■

Jean-Louis Vielajus,

délégué général du Comité français pour la solidarité internationale

Les pays en développement subissent de plein fouet l'explosion des prix agricoles mondiaux. Il est crucial qu'ils puissent accroître leur propre production.

Au Sud, plus dur est le choc



© AFP

Émeute de la faim à Haïti (avril 2008). 36 pays sont aujourd'hui confrontés à une crise alimentaire.

Sénégal, Cameroun, Bangladesh, Indonésie, Mexique..., nombre de pays sont aujourd'hui confrontés à des crises alimentaires dont la gravité est proportionnelle à leur degré de dépendance vis-à-vis de marchés internationaux où les prix s'envolent. Tous les pays déficitaires ont vu leur facture alimentaire doubler en l'espace d'une année. Sur les marchés internationaux, le prix moyen du riz, qui évoluait encore autour de 300 dollars la tonne en avril 2007, a culminé à près de 1 000 dollars en mai dernier. Quant au

blé, son cours mondial a atteint le sommet de 480 dollars la tonne en avril dernier contre 100 dollars entre 2000 et 2006. Les hausses frappent également la plupart des productions animales ainsi que les fruits et légumes.

C'est dans les pays en développement et pour les populations urbaines que les effets de cette crise sont les plus violents, y compris parmi les classes moyennes. L'alimentation y représente en effet 60 % à 80 % des dépenses des ménages, contre 15 % pour les Européens.

Du conjoncturel et du structurel

Les causes de cette crise sont nombreuses. La multiplication par plus de six des prix du pétrole depuis 2002 (de 20 à 130 dollars le baril) alourdit les coûts de production des agriculteurs. Les prix de l'énergie se communiquent ensuite à toute la chaîne en aval, depuis la première transformation jusqu'à l'élaboration des produits finis, puis à leur transport. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé fin mars que sans une rallonge de 500 millions de dollars à son budget 2008 de 2,9 milliards,

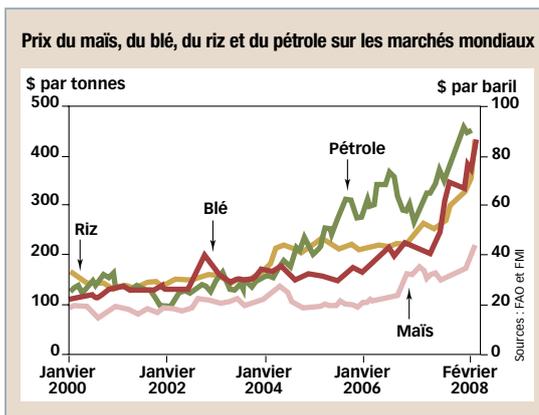
son aide alimentaire ne pourrait pas toucher les 73 millions de très pauvres (dans 78 pays) visés par ses interventions. « Il faut 375 millions de dollars pour compenser les hausses des produits alimentaires, mais également 125 millions pour couvrir les surcoûts d'acheminement », précise Tamara Kummer, porte-parole du PAM pour la France.

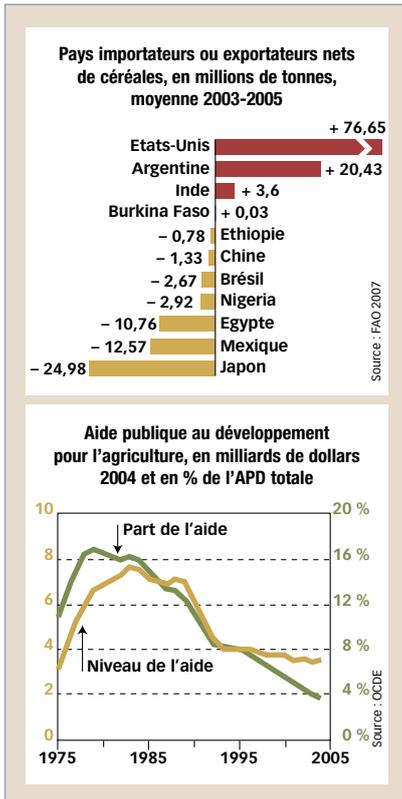
La hausse des prix de l'énergie a également stimulé l'essor des agrocarburants. Ils représentent autant de surfaces gelées pour la production alimentaire : aux Etats-Unis, poids lourd de la production mondiale de maïs, 30 % de la récolte nationale sont consacrés cette année à la fabrication d'éthanol.

Aux évolutions récentes sur le front de l'énergie s'ajoutent des tendances de plus long terme. La croissance économique des pays en développement (6 % par an en moyenne, 9 % à 10 % en Inde et en Chine) tire la demande. L'augmentation du pouvoir d'achat dans les zones urbaines se traduit par une consommation croissante de produits animaux (viande, produits laitiers, œufs), ce qui accroît les besoins céréaliers pour l'alimentation du bétail (il faut 4 à 10 calories végétales pour produire une calorie animale) alors que les stocks sont au plus bas. Les réserves de blé représentaient, au début 2008, 23 % de la consommation mondiale, contre 30 % en 2004-2006, selon la FAO. Quant au riz, denrée de base pour la moitié de la population mondiale, sa production progresse de 0,5 % par an depuis dix ans, tandis que la consommation augmente de 1 %.

Des situations locales différenciées

Face aux crises alimentaires qui ont éclaté ces derniers mois, les voix ne manquent pas pour défendre l'idée que l'agriculture des pays riches doit venir à la rescousse des pays pauvres. De tels propos sont en fait peu en phase avec la diversité des situations locales. Tous les pays en développement ne sont pas touchés par la crise. « Le Mali, rappelle Sandrine Dury,





économiste au Cirad, est un pays enclavé, qui compte essentiellement sur lui-même pour se nourrir, et la production céréalière couvre actuellement les besoins. Au Cameroun, pays pourtant côtier, la dépendance vis-à-vis des importations est limitée en raison d'une production locale importante et diversifiée (banane, manioc...). Les émeutes qui ont fait 40 morts le 23 février sont bien davantage dues à la hausse des carburants. »

Les pays exportateurs nets sont par ailleurs gagnants. En Argentine, les producteurs n'ont pas manifesté contre la vie chère, mais contre un gouvernement qui cherche à accroître la fiscalité sur des exportations agricoles dont la valeur a augmenté. Quant aux Etats affectés par la crise alimentaire, beaucoup sont intervenus vigoureusement pour protéger leurs populations urbaines. L'Indonésie, l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, le Kazakhstan ont procédé à des restrictions, voire à des interdictions d'exportation, et ont limité les dégâts.

Du côté des pays déficitaires, les gouvernements ont réagi en réduisant

à titre transitoire la TVA et les taxes sur les importations, comme au Bénin. Mais sauf dans le cas de pays comme l'Egypte ou le Sénégal, dont le potentiel agricole sera toujours très insuffisant par rapport aux besoins, faire des importations un élément central des politiques alimentaires ne peut être une solution de long terme : outre une dangereuse exposition aux fluctuations des prix, une telle politique aboutit à appauvrir une population agricole locale, qui forme souvent l'essentiel de la population active.

Le nœud du problème reste la faiblesse des politiques publiques et le sous-investissement dans le secteur agricole. La responsabilité en revient aux Etats concernés, mais aussi aux bailleurs de fonds internationaux. Leur aide à l'agriculture n'a en effet cessé de diminuer depuis vingt ans. Si la crise actuelle a été l'occasion pour ces bailleurs, Banque mondiale en tête, de rappeler qu'il était urgent de renverser la vapeur, rien n'indique pour l'instant que l'intendance suivra. ■

Antoine de Ravignan

Après avoir culminé au printemps, les prix agricoles se sont un peu assagis. Mais une nouvelle flambée des cours n'est pas du tout exclue.

Des prix agricoles de plus en plus volatils

Malgré les signes d'apaisement de ces derniers mois sur les marchés agricoles, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) reste prudente : rien n'indique que cette tendance à la baisse des cours va se poursuivre, ni même que les prix vont retrouver leur niveau d'avant la fièvre. Pour faire face à la demande mondiale, le rapport sur les perspectives agricoles réalisé par la FAO et l'OCDE pour les années 2008 à 2017 (1) prévoit sur cette période une augmentation des prix de 20 % pour la viande bovine et porcine, de 30 % pour le sucre, de 40 % à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus

de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales.

Des changements profonds

Si la croissance démographique explique ces taux de progression, les changements de régime alimentaire pèsent eux aussi dans la balance : une vaste partie de la population des pays émergents, notamment asiatiques, semble toujours encline à passer à des repas plus riches en viande, dont la production est fortement consommatrice de céréales. Et ce malgré la hausse des prix des produits carnés, tributaires des cours des céréales et des oléagineux.

Cette augmentation n'est d'ailleurs pas prête de s'arrêter : selon la FAO, la production mondiale de céréales pourrait progresser de 3,8 % cette année. Cette hausse supérieure à l'augmentation de 2,3 % de la consommation ne permettra pas toutefois de reconstituer les stocks avant plusieurs années.

La production de maïs devrait pour sa part atteindre 1,08 milliard de tonnes en 2008. Malgré une progression de 1,6 % par rapport à l'année dernière, elle devrait rester inférieure à la consommation, qui a augmenté de 2,3 %,

(1) « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017 », disponible sur www.fao.org/es/esc/com-mon/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

LE MONDE A FAIM

notamment en raison de la croissance des agrocarburants. Aux Etats-Unis, par exemple, l'extension de 18 % en 2007 des surfaces de maïs utilisées pour fabriquer de l'éthanol s'est faite au détriment des autres cultures comme le soja et le blé. Ce phénomène a participé à la hausse des prix de ces produits, incitant les agriculteurs à faire de nouveaux arbitrages. Les cultures de blé ont ainsi retrouvé de la vigueur. Du coup, la production de maïs pourrait être moins élevée que l'année dernière, alors que le programme de développement des agrocarburants se poursuit. Cette situation pourrait, en cas de récolte décevante, obliger les Etats-Unis à puiser dans leurs propres réserves, mentionne l'OCDE. Ce qui entraînerait, par ricochet, une nouvelle envolée des cours.

Cette tendance à la hausse est de plus accentuée par l'augmentation du prix du pétrole depuis octobre 2007. Elle se répercute immédiatement sur les intrants (*) et se propage tout au long de la chaîne.

Spéculation et aléas climatiques

Dans ce contexte, une nouvelle flambée des cours n'est pas exclue. Les éléments conjoncturels qui ont accentué la hausse des prix de ces derniers mois n'ont pas totalement disparu. La spéculation est en effet toujours à l'œuvre. Après avoir été échaudés par la crise des *subprime* et avoir encaissé de lourdes pertes, les investisseurs sont en quête de placements rapidement rémunérateurs pour se refaire. La banque belge KBC proposait ainsi à ses clients en mai dernier de « tirer avantage de la hausse du prix des denrées alimentaires » et vantait un produit financier investi dans plusieurs matières premières agricoles.



Congo. L'envolée des prix du blé, du maïs et du lait écrémé en poudre devrait se poursuivre selon la FAO et l'OCDE.

Le moindre incident climatique pourrait aussi remettre en cause l'accalmie qui se dessine.

Résultat : « la volatilité des cours devrait devenir la règle et non une exception », note la FAO. Pour protéger leurs agriculteurs de ces mouvements, certains pays

leur recommandent de se positionner sur des produits peu soumis aux aléas des cours mondiaux. L'Inde a par exemple choisi de multiplier par deux en dix ans sa production de pommes de terre. Au Burkina Faso, la Fédération des professionnels agricoles a décidé de mettre en place un programme d'amélioration du maraîchage et de la culture du niébé, une légumineuse qui permet de faire la soudure pendant la saison sèche et de disposer de fourrage pour les animaux.

Mais toutes ces incertitudes touchent également les consommateurs. La facture des importations alimentaires qui s'alourdit au Sud, menaçant la sécurité alimentaire des pays dépendant de ces livraisons pour se nourrir, grignote aussi le pouvoir d'achat des habitants du Nord... ■

Laurence Estival

* Intrants : engrais, pesticides, produits pour le bétail, etc. nécessaires à la production agricole.

Garantir la stabilité des cours

Pour protéger les producteurs, l'idée de mécanismes permettant de stabiliser les cours au niveau mondial refait surface, notamment du côté de la FAO. Il s'agirait de créer un système de stockage pour les principales matières premières au niveau de la planète, avec des prix minimums garantis accordés aux agriculteurs lors des livraisons. Si les cours augmentent, ils en bénéficient.

S'ils baissent, ils ont toujours ce filet de sécurité. Ce système pourrait être financé par un fonds international. « C'est une alternative à la fermeture des frontières prônée par certains. Celle-ci pouvant se traduire par une hausse des prix néfaste tant pour les consommateurs que pour les pays dépendant des importations alimentaires », explique Hervé Guyomard, directeur scientifique de l'Institut

national de la recherche agronomique (Inra).

L'Europe a d'ailleurs utilisé des mécanismes similaires dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) pour protéger ses agriculteurs. Reste toutefois à convaincre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), farouchement opposée aux subventions liées à la production, du bien-fondé de cette démarche... ■

Le monde n'est pas condamné à la famine. Mais il faudra mobiliser tous les leviers disponibles et réinvestir dans le secteur agricole, notamment au Sud.

Le monde peut-il nourrir le monde ?

La crise agricole actuelle a relancé le débat sur la capacité de la planète à nourrir le monde aujourd'hui et encore plus demain. D'autant que le nombre de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique, soit quelque 860 millions de personnes, dont 820 millions dans les pays en développement, n'a pas diminué au cours des vingt dernières années. Certes, la production agricole mondiale s'est accrue de 2 % en moyenne annuelle entre 1980 et 2004, une progression supérieure à

celle de la population pendant la même période (1,6 %), mais cela n'a pas permis d'améliorer la situation faute d'adéquation entre besoins et ressources. Ainsi, en Afrique centrale, la part de la population sous-alimentée est passée de 36 % au début des années 90 à 56 % une décennie plus tard. Nous sommes donc confrontés à deux problèmes : développer la production pour subvenir aux besoins des 9 milliards d'humains de 2050 et veiller à ce que cette production serve à satisfaire les besoins.

Accroître les surfaces agricoles ?

Première voie possible : l'extension des terres cultivées. Mis à part dans des pays de l'ex-URSS et surtout en Afrique, où seuls 10 % de la surface exploitable sont utilisés, les réserves sont peu importantes. A moins de poursuivre la déforestation, notamment en Amérique du Sud, une option risquée dans un contexte de réchauffement climatique. Par ailleurs, l'urbanisation (la moitié de la population



© Jean-Michel Rodriguez

Mali. Les petits paysans sont les premières victimes de la malnutrition.



Burkina Faso. Au-delà du débat de principe, force est de constater que l'offre d'OGM n'inclut aucune variété capable de lutter réellement contre la malnutrition.

mondiale vit dans les villes) gagne du terrain et réduit les surfaces agricoles. Et les modes de production peu soucieux de l'environnement, mis en œuvre au cours des dernières décennies, ont entraîné d'importantes dégradations des terres agricoles : 5 à 10 millions d'hectares seraient ainsi

perdus chaque année, rappelle la Banque mondiale.

Autre piste : redonner leur vocation alimentaire aux terres désormais consacrées aux agrocarburants. La quantité de matières premières nécessaire pour produire 100 litres d'éthanol permettrait de nourrir une

personne pendant un an, souligne la Banque mondiale... « Reste que la question d'accès à la nourriture de nombreux habitants de la planète préexistait au développement des agrocarburants. S'ils ont une part de responsabilité dans l'exacerbation des problèmes, leur abandon ne pourra pas les résoudre à lui seul », nuance Bénédicte Hermelin, directrice du Gret, une association de solidarité et de coopération internationale, membre du Comité français de solidarité internationale (CFSI).

A Madagascar, l'union fait la force

Sur les hauts plateaux de Madagascar, dans la région de Haute-Matsiatra, les paysans vivent difficilement de la culture du riz, du manioc et des légumes secs comme les haricots ou les pois. Les rendements sont souvent faibles. La majorité des récoltes est autoconsommée et quand ils dégagent des excédents vendus à des grossistes, les producteurs n'arrivent pas toujours à les valoriser correcte-

ment. Pour faire reculer l'insécurité alimentaire, l'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip), membre du CFSI, a initié un programme visant à appuyer le développement d'organisations paysannes capables de sortir les agriculteurs de leur isolement et de diffuser auprès d'eux de nouvelles techniques culturales et des conseils.

Généralement jeunes (moins

de dix ans), les organisations paysannes rencontrent encore beaucoup de difficultés. Certaines ont choisi de se regrouper à l'échelon régional, mais leur collaboration n'a pas encore débouché sur des projets concrets. Or en opérant au niveau régional, ces organisations pourraient représenter un interlocuteur de poids pour négocier avec les autres acteurs des filières (en amont ou en aval) et avec les politiques. ■

Augmenter les rendements ?

Deuxième voie : accroître les rendements. Surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne, où la production de céréales par hectare n'a pas progressé depuis le milieu des années 80. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les rendements céréaliers sont de 12,3 quintaux/hectare, contre 30,9 en Asie et 54 en Europe. S'il existe des marges de manœuvre, le déve-

loppement de l'agriculture ne peut toutefois plus se faire dans les mêmes conditions qu'il y a vingt ans : les semences performantes utilisées dans nombre de pays asiatiques ont montré leurs limites. Après avoir fortement augmenté, les rendements stagnent aujourd'hui. De plus, elles se sont avérées coûteuses et difficilement accessibles aux petits producteurs. D'autre part, elles sont fortement consommatrices d'eau et d'intrants. Or aujourd'hui, l'eau est devenue une ressource rare et la hausse du prix du pétrole se répercute sur le coût des intrants, ce qui réduit leur possibilité d'utilisation.

« Ces résultats en demi-teinte nous obligent à poursuivre les recherches en matière de génétique », met en évidence Hervé Guyomard, directeur scientifique à l'Inra, l'Institut national de recherche agronomique. Les recherches sur l'amélioration des semences sont les premières concer-

L'agriculture vivrière a été la grande perdante des dernières décennies

nées. Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont-ils une voie prometteuse ? Au-delà du débat de principe, force est de constater que l'offre d'OGM est aujourd'hui contrôlée par une poignée de multinationales qui s'approprient les brevets. Par ailleurs, elles ne sont pas parvenues à développer des variétés permettant de lutter réellement contre la malnutrition.

« Les variétés actuellement commercialisées visent à lutter contre les maladies, les insectes ou à réduire les mauvaises herbes. Des résultats analogues pourraient être obtenus par le développement de méthodes agro-environnementales », explique Michel Griffon, directeur général adjoint de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et promoteur de « la révolution doublement verte ». Cette technique permet d'accroître la productivité en utilisant les potentialités de la nature. Exemples : la mise en place d'une rotation des cultures évite un épuisement des sols ; le développement de cultures au pied des arbres favorise la fixation de l'azote et la maîtrise des besoins en

eau ; la récupération des eaux de pluie offre de nouvelles voies insuffisamment exploitées.

Le développement de ces pratiques dans les pays en développement les plus pauvres permettrait d'accroître la production agricole de 56 %, selon la FAO. D'où l'appel lancé en avril dernier par l'IAASTD (International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development), qui réunit plus de 400 experts, en faveur d'une intensification des recherches en agro-biologie.

Les importations, la fausse piste

L'avantage de ces modes de production est de reposer sur des pratiques accessibles aux petits paysans. Premières victimes de la malnutrition, ils représentent près de 80 % des personnes souffrant de la faim au niveau mondial. L'agriculture vivrière, principale source alimentaire pour ces populations, a en effet été la grande perdante des dernières décennies. Les pays du Sud ont favorisé les cultures d'exportation censées leur rapporter des devises. D'autre part, la hausse de

L'agriculture, première source de développement

Sur les 5,5 milliards d'habitants des pays du Sud, 3 milliards vivent en zone rurale et 2,5 millions exercent une activité agricole. L'agriculture contribue donc directement au développement en assurant un revenu aux petits producteurs et en générant des activités complémentaires (transformation, transports, distribution de produits alimentaires...). La croissance du produit intérieur brut (PIB) agricole pèse deux fois plus pour réduire la pauvreté que l'augmentation du PIB dans un secteur non agricole et quatre fois plus dans les pays les plus pauvres, selon la Banque mondiale.

La baisse récente du taux de pauvreté dans les pays en développement – qui est tombé de 28 % en 1993 à 22 % en 2002 – est due essentiellement au recul de la pauvreté rurale, dont le taux est

passé de 37 % à 29 % pendant la même période. Les résultats enregistrés par l'agriculture chinoise ou indienne ne sont pas étrangers à cette amélioration, même si de nombreux progrès restent encore à faire : devenue exportatrice de produits agricoles, l'Inde n'a pas encore réussi à juguler la pauvreté dans ses campagnes. De même, le développement de l'agriculture brésilienne – le pays est le 4^e producteur mondial –, basé principalement sur des cultures d'exportation réalisées dans de grandes exploitations à forte intensité de capital, n'a pas profité aux petits producteurs ou aux sans-terre. « Ces limites montrent que c'est en soutenant l'agriculture familiale dans les pays du Sud que l'on arrivera durablement à lutter contre la pauvreté », souligne Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI. ■

la production mondiale, qui a entraîné une chute des cours jusqu'au début des années 2000, alliée à la libéralisation des échanges de produits agricoles, décidée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a encouragé le recours aux importations d'aliments bon marché, ruinant les agricultures locales. Peu compétitives, celles-ci n'ont pas pu résister aux produits des pays du Nord qui ont subventionné leurs excédents agricoles pour les écouler, ni aux brisures de riz thaïlandais ou à la viande de volaille brésilienne.

La plupart des gouvernements des pays en développement ne se sont pas opposés à cette ouverture des frontières : ils y ont vu un moyen de faire bénéficier les habitants des villes d'une alimentation à bas prix et une occasion de réduire leurs investissements dans le secteur agricole. Sur les injonctions du Fonds monétaire international (FMI), ces Etats, fortement endettés, ont en effet dû couper dans les dépenses publiques.

Cette troisième voie – nourrir le monde en favorisant l'ouverture des frontières – montre ses limites : elle



➤ n'a pas réduit la malnutrition dans nombre de pays mais, surtout, la flambée des cours actuels des matières premières, que les experts estiment durable, a changé la donne. La facture alimentaire s'alourdit pour les pays importateurs. Selon le Fonds international de développement agricole (Fida), une augmentation de 1 % des prix des denrées de base plonge

L'aide publique au développement a triplé de 1985 à 2005, mais l'aide à l'agriculture a diminué de 25%

16 millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire... Et le chiffre de 1,2 milliard d'habitants souffrant de la faim à l'horizon 2025 commence à circuler.

En dépit des affirmations de certains lobbys agricoles qui estiment qu'une hausse de la production dans les pays du Nord pourrait contribuer à l'alimentation de la planète, on ne voit pas comment celle-ci serait capable de multiplier par deux la quantité de produits disponibles à l'horizon 2050. Même constat pour les pays agro-exportateurs d'Amérique latine : répondre à un tel défi, se traduirait par une progression de la déforestation. « Dans la plupart des cas, le problème de la faim n'est d'ailleurs pas lié à un manque de nourriture au niveau mondial mais aux difficultés pour des populations pauvres d'avoir accès à

cette nourriture », observe Bénédicte Hermelin.

« L'accroissement de la production mondiale passe par la possibilité donnée aux populations de répondre elles-mêmes à leurs besoins. Ce qui suppose d'investir massivement dans l'agriculture, notamment dans les pays en développement », insiste Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI. Cette quatrième voie, défendue depuis de nombreuses années par les organisations non gouvernementales (ONG), trouve aujourd'hui un nouvel écho. Y compris dans les institutions internationales comme la Banque mondiale : après avoir imposé à ces pays des plans d'ajustement structurel limitant leurs dépenses publiques, et donc les sommes investies dans le soutien aux petits producteurs, elle redécouvre les vertus des politiques agricoles.

Le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes

Il y a en effet urgence : les pays les plus dépendants de l'agriculture ne consacrent que 4 % de leurs dépenses publiques à ce secteur, alors qu'ils s'étaient engagés dans le cadre du Nepad (1) à y réserver 10 % de leur budget. Cette diminution n'a pas été compensée par l'aide internationale : les financements consacrés au secteur agricole sont passés de 3,37 milliards de dollars en 1985 à 2,51 milliards en 2005 (de 2,63 milliards à 1,9 milliard d'euros), alors que l'aide publique au développement a triplé, selon l'OCDE. Seul un retour de l'argent public pourrait relancer la production en

facilitant l'accès au crédit ou en subventionnant l'achat par les paysans d'engrais ou de semences, en favorisant le développement des infrastructures (petits projets d'irrigation, de stockage des eaux de pluie ou des récoltes, de routes pour acheminer la production sur les lieux de consommation...). Sans parler de la formation des agriculteurs ou de l'accès à la terre. C'est d'ailleurs ce que l'Europe a fait en instituant la politique agricole commune (PAC) en 1962. « Et pour permettre à l'agriculture de se développer, le Vieux Continent a mis en place un système de protection aux frontières. Sans ce filet de protection, la reprise de la production dans les pays les plus pauvres sera remise en cause », ajoute Bénédicte Hermelin.

Et c'est bien là que le bât blesse. Reconnaisant la nécessité d'investir dans le secteur agricole, les institutions internationales n'en continuent pas moins de prôner une plus grande libéralisation des échanges. Pour les défenseurs de cette politique, une ouverture des frontières et la disparition des subventions agricoles qui ont des effets sur les prix devraient faciliter une meilleure allocation des ressources : les pays qui n'ont pas d'avantages agricoles cesseraient leur production. Celle-ci serait alors relocalisée dans des Etats disposant de terres, d'une main-d'œuvre abondante, de conditions favorables, etc.

Mais dans un contexte de volatilité des cours renforcée par les aléas climatiques, faire reposer l'alimentation de la population sur les seules lois du marché peut s'avérer un choix dangereux, comme le montre la crise actuelle. « Si on ne peut pas nier l'importance du marché - les échanges restent et resteront dans de nombreuses parties du monde nécessaires pour assurer l'équilibre alimentaire -, il a besoin d'être régulé. Il n'y a pas qu'une solution pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Il ne faut pas faire preuve de dogmatisme, mais jouer sur tous les leviers disponibles », conclut Michel Dodet, directeur des relations internationales de l'Inra et membre du bureau de l'IAASTD. ■

L. E.

(1) Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique est un cadre mis en œuvre en 2004, à l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine, pour sortir le continent de la pauvreté.

Au Cambodge, les avantages d'une agriculture durable

Pour tirer son épingle du jeu et répondre à la demande mondiale, le gouvernement cambodgien vient d'annoncer son intention de doubler la production de riz. Objectif : dégager un excédent de 8 millions de tonnes pour l'exportation. Une opportunité pour les paysans, à condition toutefois que tous, et particulièrement les plus vulnérables, puissent bénéficier de ce plan...

Pour atteindre cet objectif, le Cedac, une association cambod-

gienne de solidarité internationale partenaire du CFSI, entend bien s'appuyer sur les actions conduites depuis le début des années 2000, dont les résultats sont tangibles : intervenant dans la province de Prey Veng, il a conduit un travail de sensibilisation et d'appui auprès des paysans pour les inciter à utiliser des modes de production alternatifs. La mise en place de systèmes de riziculture intensifs, avec une meilleure utilisation de l'eau et le remplacement des

pesticides par du compost réalisé grâce au développement de l'élevage, a entraîné en quelques années un doublement des rendements. Les paysans ont pu alors répondre à leurs besoins et même dégager un surplus vendu sur les marchés urbains. Parallèlement, ils se sont engagés dans une diversification de la production, l'aménagement de jardins paysagers procurant une source d'alimentation et de revenus complémentaires aux familles. ■

Si la hausse des prix affecte les consommateurs et les producteurs, les élevages intensifs, les industries de transformation et la distribution ont su tirer leur épingle du jeu.

Produits laitiers : à qui profite la hausse ?

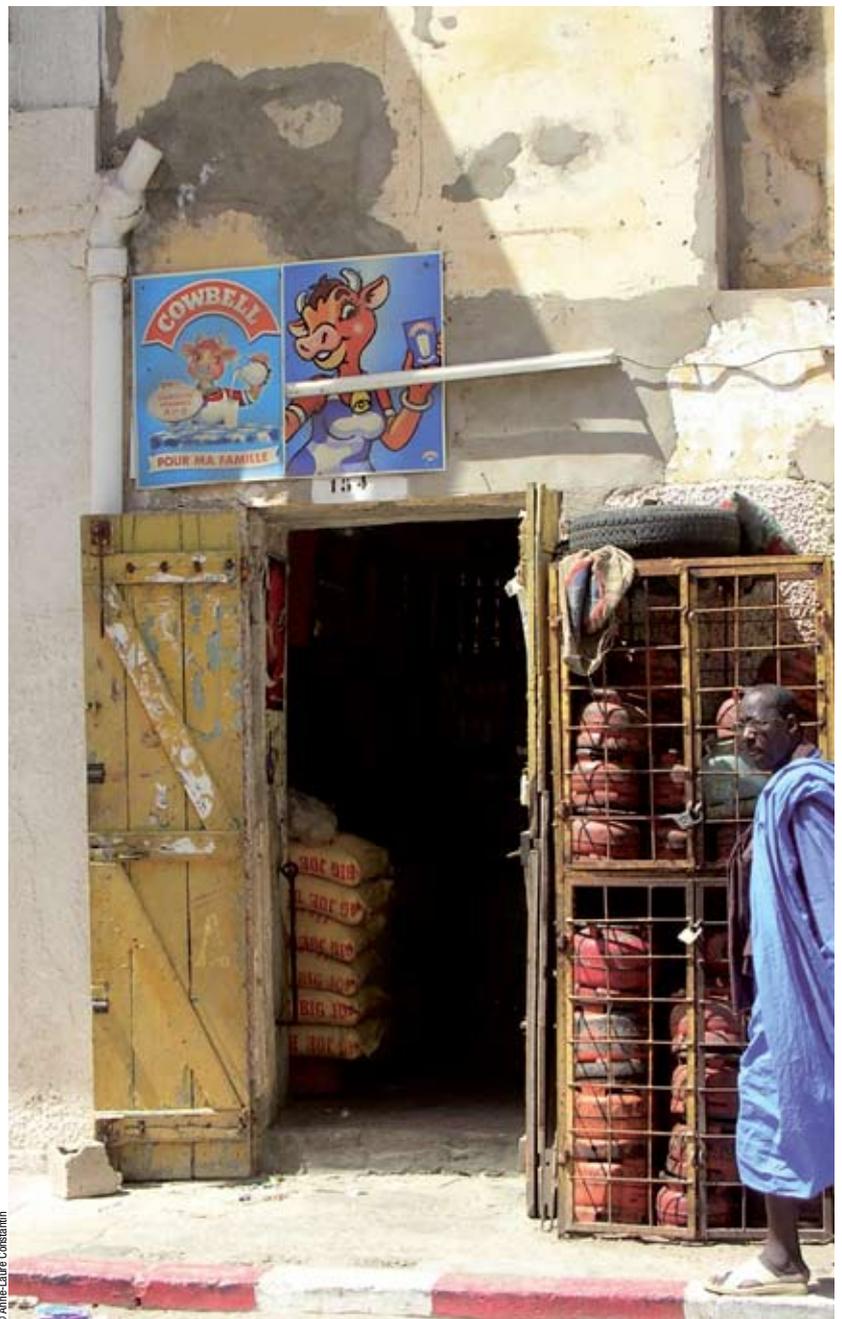
Même si les cours des produits laitiers semblent s'être calmés, les prix restent aujourd'hui à un niveau beaucoup plus élevé qu'avant la flambée de 2007 : la tonne de lait en poudre écrémé s'échangeait à 3 475 dollars en juin 2008, contre 2 000 dollars il y a deux ans, le pic de 5 150 dollars ayant été atteint en juillet 2007. Ce mouvement a créé une véritable onde de choc au Nord comme au Sud.

Premières victimes : les pays en développement qui dépendent fortement des importations. Le Sénégal est à ce titre exemplaire : structurellement déficitaire, la production nationale ne couvre qu'un tiers des besoins. Jusqu'en 2006, le développement de la consommation de produits laitiers a été assuré grâce aux importations à bas prix. Afin de faciliter l'entrée dans le pays de ces produits moins onéreux que les produits locaux, le Sénégal avait même baissé, en 2002, les droits de douane à 7 % pour la poudre de lait consommée par la quasi-totalité des ménages.

Cette situation a certes profité aux consommateurs et aux industriels, mais elle n'a pas favorisé le développement de la production locale. Avec des rendements compris entre un et quatre litres par vache, le cheptel sénégalais est un des moins productifs de l'Afrique subsaharienne.

Réactions en chaîne

Dans ce contexte, l'envolée des cours des produits laitiers entre fin 2006 et mi-2007 sur les marchés mondiaux a fait l'effet d'une bombe : faute d'alternative locale, les prix de vente des sachets de poudre de lait ou des produits fabriqués à partir de celle qui est importée ont, en quelques mois, fait un bond de 30 % à 50 %. Les consommateurs n'ont pas tardé à réduire leurs achats, créant



© Anne-Laure Constantin

Sénégal. Seuls des investissements dans le secteur agricole et une protection des frontières permettront un décollage de la production au Sud.

<> des réactions en chaîne. Frappés par cette baisse des ventes comprise entre 10 % et 20 % selon les marchandises, les industriels ont diminué leurs achats auprès des importateurs et ont baissé la qualité des produits fabriqués à partir de poudre de lait.

Sous la pression des transformateurs et pour éviter une trop forte grogne des consommateurs, le gouvernement a, dès juillet 2007, totalement supprimé les droits de douane et la TVA sur les ventes de poudre de lait. Parallèlement, il a annoncé sa volonté de relancer la production nationale pour répondre à la demande des industriels, en quête de nouvelles sources d'approvisionne-

Faute de politique cohérente, la plupart des paysans du Sud ont du mal à bénéficier de la hausse des prix des produits laitiers

ment. Déjà, quelques producteurs, bien organisés qui pratiquent une agriculture intensive, notamment dans la région des Niayes, commencent à tirer partie de la nouvelle situation.

Désorganisation au Sud...

Cette dynamique risque toutefois de mettre un certain temps à atteindre l'ensemble des fermiers. La multiplication par six du prix des graines de coton utilisées pour l'alimentation du bétail renchérisant les coûts de production, ils sont nombreux à refaire plusieurs fois leurs comptes avant de se lancer, n'étant plus sûrs de valori-

ser les investissements nécessaires, d'autant que les consommateurs ne sont pas prêts à remplacer leurs achats de poudre de lait par des produits locaux, jugés moins pratiques et pas toujours de bonne qualité.

Incertains de leurs débouchés à moyen terme, nombre de producteurs ont donc préféré revendre leur production à des intermédiaires, des acteurs qui avaient quasiment disparu avec la création de mini-laiteries artisanales, fruits des efforts antérieurs pour organiser la filière. Ces acheteurs informels, qui transforment eux-mêmes la marchandise, ont profité de la flambée des cours pour proposer des prix plus rémunérateurs que les laiteries (300 à 325 francs CFA, contre 275 à 300 francs CFA). Une attitude qui compromet l'organisation de la filière.

Le développement pérenne de la production supposerait que les transformateurs s'engagent à acheter durablement le lait aux éleveurs à un prix rémunérateur. La Fédération nationale des acteurs de la filière lait local du Sénégal (Fenafils) a d'ailleurs demandé aux pouvoirs publics d'initier des programmes permettant de sécuriser les débouchés et de créer des centres de collecte dans le cadre de son plan de relance de la production nationale (qui reste pour l'instant une déclaration d'intention). Mais la suppression des droits de douane et de la TVA sur le lait en poudre importé, accordée par les pouvoirs publics pour amoindrir l'impact de la hausse des prix, diminue ses marges de manœuvre. Elle représente un manque à gagner de 16,4 milliards de francs CFA pour les deux prochaines

années, selon une étude réalisée par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret).

... et au Nord

Si, faute de politique agricole cohérente, la plupart des paysans du Sud, comme le montre l'exemple du Sénégal, ont du mal à bénéficier de la hausse des prix des produits laitiers, les producteurs du Nord ne semblent pas mieux lotis. Alors que le revenu moyen des agriculteurs français a progressé de 17 % en 2007, selon le ministère de l'Agriculture, celui des producteurs laitiers ne s'est accru que de 3 %, contre 104 % pour les céréaliers...

L'envolée des cours des produits laitiers en Europe a en effet été de courte durée. Dans le nouveau contexte créé par l'augmentation de la demande de produits laitiers, l'Union européenne a, dès septembre 2007, assoupli le régime des quotas laitiers instaurés en 1992 pour limiter la production, à une époque où l'Europe croulait sous des montagnes de lait et de beurre. En autorisant les éleveurs du Vieux Continent à augmenter de 2 % leur production en 2008, Bruxelles a provoqué un retournement de conjoncture. La Confédération paysanne est d'ailleurs montée au créneau pour demander une annulation de cette mesure, la régulation de l'offre de lait étant le seul moyen de maintenir des prix rémunérateurs.

Dans les exploitations pratiquant une agriculture extensive ou dans les zones de montagne, les marges brutes des producteurs se sont même détériorées. La hausse des prix des céréales, qui complètent la ration alimentaire des animaux, n'a pas pu être compensée par une augmentation rapide des rendements : le cheptel est génétiquement peu productif – même si les rendements sont supérieurs à ceux des vaches sénégalaises – et les agriculteurs sont soumis à des cahiers des charges précis qui limitent l'usage de ces compléments alimentaires.

L'agriculture intensive gagnante

En revanche, les élevages intensifs sont parvenus à tirer leur épingle du jeu. En rajoutant à la ration alimentaire des animaux des produits à forte valeur énergétique (maïs, soja...), certaines exploitations ont réussi à faire jusqu'à

Une production à l'avenir incertain

Sur les 676 millions de tonnes de lait produites dans le monde en 2007, les exportations ne représentent que 5,6 % des volumes, contre 16,7 % pour le blé. Six principaux exportateurs dominent le marché mondial (Nouvelle-Zélande, Australie, Union européenne, Etats-Unis, Argentine, Biélorussie). Ils réalisent 80 % des ventes. La baisse de la production dans un seul de ces Etats peut provoquer une rapide montée des

cours, comme en 2007 : la sécheresse qui a touché l'Australie, alliée à une hausse de la demande mondiale due à l'émergence de nouveaux importateurs comme la Chine, a provoqué une flambée des cours. D'autant plus que les stocks mondiaux étaient au plus bas.

Si globalement, la production mondiale devrait croître de 2,3 % en 2008 et rester supérieure à la consommation, de nombreuses incertitudes demeurent : la

Nouvelle-Zélande est touchée par la sécheresse. L'Europe, malgré le relèvement des quotas, ne sera pas en mesure de fournir des quantités supplémentaires conséquentes. Toutefois, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) note que plusieurs pays importateurs, dont la Chine et l'Inde, ont décidé de développer leur propre production, ce qui devrait limiter leur recours aux importations. ■

trois traites par jour et à accroître les quantités mises sur le marché. Le renchérissement des coûts de production a ainsi été couvert par les gains de productivité et le maintien de prix relativement élevés, en dépit du retournement du marché. On a ainsi assisté à des hausses de production de 12 % à 15 % en Bretagne, Normandie et Pays-de-la-Loire. Le mouvement des prix observé depuis deux ans a renforcé la tendance à la spécialisation de l'Ouest de la France dans la production de lait. Une tendance qui devrait encore s'accroître avec la fin des quotas laitiers prévue pour 2015.

Les industriels ont eux aussi tiré parti de la conjoncture : leur chiffre d'affaires, dopé par la hausse des cours, a progressé de 10 % en 2007, selon le ministère de l'Agriculture. Les entreprises laitières ont notamment renforcé leurs positions à l'exportation : les ventes de lait frais ont augmenté de 15 % en 2007, celles de fromages de 12 % et celles de lait concentré de 27 %. Ce mouvement se poursuit en 2008, même si l'aug-



Besançon (Doubs). + 14 % pour le lait, + 10 % pour le beurre en France en 2007.

Le mouvement des prix ne peut suffire à réguler les marchés agricoles

mentation des livraisons de lait à partir de l'automne 2007 - les volumes collectés se sont accrus en France de 7,7 % entre mars 2007 et mars 2008, contre + 1,1 % dans l'Union européenne à vingt-sept - a entraîné une baisse des prix sur les marchés mondiaux par rapport au niveau record de l'été 2007. Et a réduit les bénéfices des industriels.

Profitant de la dénonciation par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de l'entente sur les prix du lait fixés par l'interprofession, considérée comme anticoncurrentielle, Entremont a d'ailleurs refusé de s'aligner sur les augmentations préconisées pour le 3^e trimestre 2008. Cette décision a provoqué la colère des agriculteurs qui craignent que d'autres laiteries suivent le mouvement.

Par ailleurs, les fabricants de produits laitiers ont répercuté l'augmentation des cours sur leur prix de vente aux distributeurs : en octobre 2007, Danone annonçait une hausse de

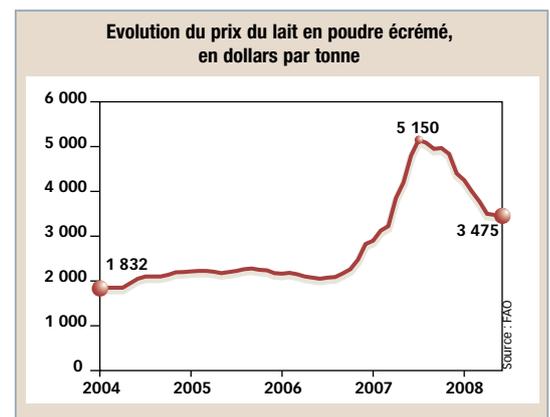
10,48 %, quand Lactalis envisageait d'accroître ses tarifs de 15 % à 17 %. Ces chiffres ont fait bondir certaines enseignes qui ont cependant, elles aussi, revu les prix de vente aux consommateurs à la hausse : en France, des progressions de 14 % pour le lait, de 10 % pour le beurre, de 8 % pour les fromages et de 7 % pour les yaourts ont été relevées en 2007 par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Et en dépit de la baisse des cours depuis l'automne 2007, les prix à la consommation sont restés stables durant les premiers mois de 2008, selon l'Insee. La montée des prix ne semble pas avoir eu en effet d'incidences sur la consommation de produits laitiers. Du moins globalement. Car des variations de 20 % ont été observées entre les enseignes qui ont fortement augmenté leurs prix et celles qui ont eu une attitude modérée. Et ce sont les produits « premiers prix » qui ont progressé le plus vite, et non les produits de marques. Ce sont donc les ménages les plus modestes qui ont été les plus touchés.

Une nouvelle politique agricole

Profitant au Nord comme au Sud à un nombre limité de producteurs, la flambée des cours du lait souligne la nécessité de ne pas compter seu-

lement sur le mouvement des prix pour réguler les marchés agricoles. Dans les pays en développement, seuls des investissements dans le secteur agricole et une protection des frontières permettront un décollage de la production et seront capables de rendre ces pays moins dépendants des évolutions des cours. Dans les pays exportateurs, comme l'Union européenne, la volonté illusoire d'augmenter les volumes de production pour nourrir le monde, tout en réduisant l'intervention publique sur les marchés, met en péril un modèle agricole qui avait permis aux agriculteurs de rester - en partie - à l'abri des revirements de conjoncture et d'assurer la sécurité alimentaire du Vieux Continent. ■ L. E.



Des initiatives pour limiter l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires.

Mettre en place des alternatives locales

Il y a trois ans, l'agglomération de communes de Besançon a souhaité offrir aux consommateurs urbains la possibilité de s'approvisionner auprès des producteurs locaux. Dans le cadre d'une Amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne), des habitants se sont engagés de manière contractuelle à recevoir, pendant une durée de six mois, un panier de légumes produits par des agriculteurs locaux. Un marché permettant aux exploitants de regrouper leur offre de marchandises devrait également voir bientôt le jour.

En privilégiant les circuits courts, le développement de l'agriculture périurbaine permet de mettre davantage à l'abri les consommateurs des variations des cours mondiaux et de sécuriser les revenus des producteurs, assurés de vendre leurs produits à un prix rémunérateur, dans la mesure où ils ne sont plus obligés de passer sous les fourches Caudines des grossistes. Ce rapprochement villes - campagnes revêt toute son

importance dans les pays du Sud. Longtemps bénéficiaires des importations à bas prix, les consommateurs des pays en développement ont vu la facture de leurs achats s'envoler avec la flambée des cours mondiaux. « Cette situation offre de nouvelles opportunités aux producteurs locaux dont la production peut redevenir compétitive », note Julien Nyuiadzi, responsable de l'association togolaise de solidarité internationale AVE/RAFP. Celle-ci a commencé, dès 2007, à mettre en relation les petits producteurs locaux et les femmes préparant les repas vendus dans les rues de Lomé. Ce projet porté par l'association Echoppe, membre du Comité français de solidarité internationale (CFSI), bénéficie d'une subvention de l'Union européenne.

Les agriculteurs de quatre villages ont reçu des surrecettes pour acheter les intrants nécessaires à la mise en culture de maïs. Une structure de collecte a également été créée. Elle effec-

tue les livraisons dans un magasin central, non loin de Lomé. Les femmes remplissent des bons de commande et sont livrées ensuite à domicile. « Pour elles, c'est un gain de temps et d'argent, car les prix sont définis au début de la récolte, ce qui les met à l'abri des variations », rappelle Julien Nyuiadzi. Les producteurs, quant à eux, voient leurs revenus assurés comme leur capacité à rembourser les prêts.

Renforcer les capacités de production

Tous les producteurs ne sont en effet pas en mesure de profiter de la tendance à la hausse des prix des matières premières. Dans bien des cas, il leur faut d'abord être capables d'augmenter leurs rendements. Au Bénin, où l'accroissement de la production reste un point noir, le Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités (Geres), une association membre du CFSI qui agit auprès d'agriculteurs de zones enclavées, a envisagé, comme porte de sortie, la mécanisation de la production.

Comme celle-ci suppose d'utiliser des sources d'énergie, l'ONG a préconisé le développement des plantations de jatropha (une plante non comestible utilisée pour la fabrication d'agrocaburants) sur une partie des terres consacrées à la culture du coton, aujourd'hui en perte de vitesse. D'ici à quatre ans, 1 500 hectares devraient être récupérés à cet effet et 600 000 litres d'huile végétale produits chaque année, soit la moitié des besoins des quelque 400 000 producteurs impliqués dans ce projet. En prime : un prix de revient au litre un tiers inférieur à celui du gasoil.

Si le développement de méthodes de production, de transformation et de consommation alternatives sécurise les revenus des producteurs et met à l'abri les consommateurs des variations de prix, elle crée aussi de nouvelles chaînes de solidarité. ■

L. E.



Togo. Avec le rapprochement des petits producteurs locaux et des femmes préparant les repas vendus dans les rues de Lomé, ruraux et urbains y trouvent leur compte.

C A M P A G N E

ALIMENT TERRE



**Le monde a faim
Nos choix sont vitaux**



www.cfsi.asso.fr

J'ENVOIE MES COORDONNÉES AU CFSI

pour recevoir des informations

pour faire un don au CFSI

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Email :

Conformément à la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, vous pouvez à tout moment accéder aux informations vous concernant, en demander la rectification ou la suppression ou vous opposer à leur diffusion.

Je fais un don de : 15 € 30€ 50€ autre montant :

par chèque par carte bancaire cb n° expire fin

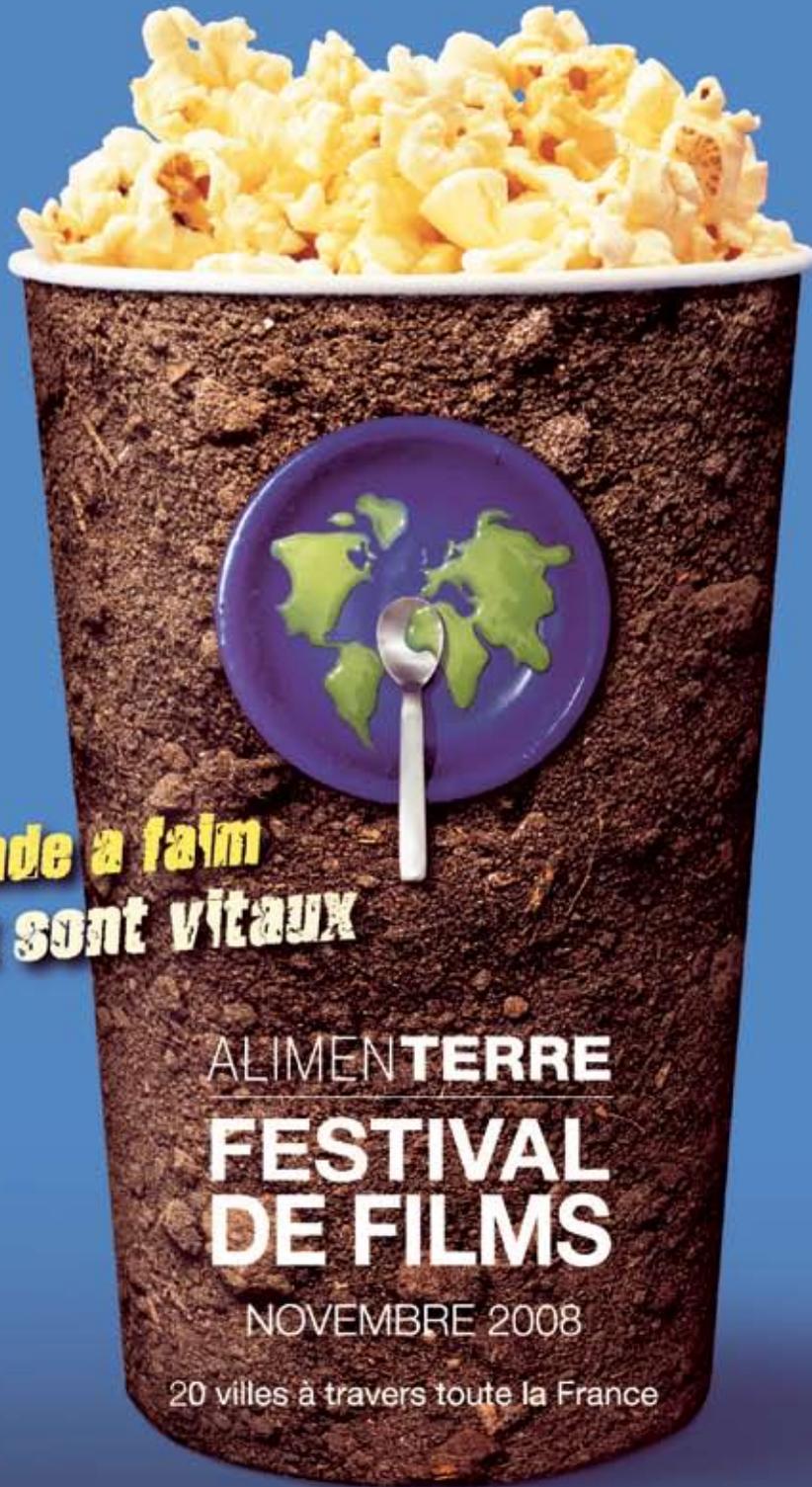
merci de noter les 3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de votre carte : signature :

Si vous êtes imposable, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt sur le revenu de 66 % dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Ainsi, lorsque vous faites un don de 50 €, vous ne dépensez réellement que 17 €.



**Comité français pour la
solidarité internationale**
32 rue Le Peletier - 75009 PARIS
Tél : 01 44 83 88 50 - Fax : 01 44 83 88 79
info@cfsi.asso.fr www.cfsi.asso.fr





**Le monde a faim
Nos choix sont vitaux**

ALIMENT **TERRE**
**FESTIVAL
DE FILMS**

NOVEMBRE 2008

20 villes à travers toute la France

PUBLICIS - BOURNAY - CASL Association reconnue d'intérêt public, per. délégué de 1977.



**DES IMAGES ET DES MOTS SUR
LES DÉSORDRES ALIMENTAIRES DU MONDE**

Le programme sur www.cfsi.asso.fr



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne et du ministère des Affaires étrangères et européennes. Son contenu relève de la seule responsabilité de CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne ou du ministère des Affaires étrangères et européennes.